



Manon Le Bretton

A chaud et à froid



Publié par mlebretton le 20 Novembre 2018

Engagée dans la France Insoumise pour l'Avenir en Commun depuis 2016. Co-responsable de l'École de Formation Insoumise #eFI. Enseignante en Lettres Modernes en collège. Culture, agriculture paysanne, circuits courts, écologie dans l'#/Aude et ailleurs. Et en Europe, Maintenant le peuple !

[Voir tous les articles par mlebretton](#)

Les Jaunes

Quelques jours après le lancement de la mobilisation du 17 novembre un peu partout en France, les ronds-points de métropole et d'outremer n'ont pas dit leur dernier mot. Dans de nombreux secteurs ruraux et péri-urbains, les gilets jaunes tiennent la barricade en se relayant, en s'auto-organisant, dans une démarche qui étonne les manifestants eux-mêmes presque autant qu'elle agace une bonne partie des commentateurs bien pensants. Après les sourires entendus face à une mobilisation record des réseaux sociaux –

“on verra bien si tous ces énervés du clavier auront le cran de sortir” ;

après les procès en récupération, en beaufitude ou en nihilisme environnemental (car c'est à présent entendu : le Français moyen-moyen est vulgaire, d'extrême-droite, et jette sans vergogne ses gobelets Mac Do par la fenêtre de sa voiture diesel) ; voici les accusations de nuire à l'économie française – elle qui, il faut le reconnaître, se portait jusque-là à merveille. Ce matin, notre ministre de l'Intérieur nous explique même que *les gilets jaunes sont en voie de “radicalisation”* (Ciel ! Des ultra-jaunes?), et qu'ils *fragilisent le pays face au terrorisme* ! N'en jetez plus, la coupe est pleine.

Après tout, pourquoi s'étonner de ces réactions de la part des porte-voix plus ou moins assumés de *ceux-qui-ne-manquent-de-rien*? Les chantres de la mobilité en marche, ceux qui ont le bon goût de se déplacer en avion ou en 4x4 hybride, et qui ont lancé sur les réseaux sociaux le hashtag *#SansMoiLe17* dans un élan quasi spontané de mépris décomplexé, mêlant indistinctement les grandes leçons d'écologie aux appels à forcer les barrages routiers. Dans le paysage bigarré des attroupements spontanés, le mot d'ordre le plus communément partagé jusque sous les fenêtres de l'Élysée n'est-il pas *“Macron, démission !”* ? Il fallait une riposte ambitieuse : c'est de bonne guerre.

On peut en revanche s'interroger sur les échos troublants que cette petite musique a pu trouver chez ceux qui étaient il y a peu ciblés par les mêmes. Je veux parler d'une partie des représentants syndicaux qui ont eu à s'exprimer sur la question, et de certains de mes amis, que je pourrais désigner comme mili-

tants expérimentés. Ceux-là qui ont allègrement relayé le fameux #SansMoiLe17 sans s'aviser du fait qu'il s'agissait d'un vecteur assez nauséabond de la propagande gouvernementale, ironisant sur l'improbable concrétisation de la colère numérique en mobilisation physique.

Qui, constatant le jour J que leurs pronostics étaient invalidés, ont poursuivi en pointant l'absence d'organisation, et ont crié "On vous l'avait bien dit !" lorsqu'une manifestante a été tuée sur un barrage par une automobiliste. Comme si eux-mêmes n'étaient pas régulièrement visés par ce genre de comportements dangereux, dans les manifestations pourtant encadrées par les Services d'Ordre expérimentés (un militant CGT en fit la triste expérience le 26 mai 2016 à Fos-sur-mer). Comme s'il n'y avait pas eu sur place, aux côtés des gilets jaunes, un nombre conséquent de gendarmes et policiers tout à fait aptes à assurer la sécurité, hors comportements particulièrement imprévisibles d'automobilistes chauffés à blanc par les appels à rentrer dans le tas.

Ceux-là même qui sur les réseaux sociaux entonnent avec panache :

"Cher gilet jaune, Lorsque je suis venu te chercher pour défendre les services publics, tu n'es pas venu, tu n'étais pas fonctionnaire..."

dans une litanie qui veut renvoyer les néophytes aux heures sombres de la collaboration passive – rien que ça.

Entendons-nous bien : mon propos n'est ni de minimiser l'importance des organisations syndicales, ni d'idéaliser naïvement le mouvement populaire des gilets jaunes.

Bien sûr notre histoire sociale doit beaucoup aux organisations syndicales, et leur savoir-faire n'est plus à démontrer (en tout cas pas à moi). Bien sûr les gilets jaunes comptent dans leurs rangs un certain nombre de citoyens hargneux et revanchards, spécialement agressifs à l'encontre des étrangers ou des homosexuels : dénonçons leurs actes avec fermeté. Mais qui peut sérieusement croire qu'il pourrait en être autrement, lorsqu'on regarde en face le paysage social, et la recrudescence de comportements racistes et discriminants au quotidien ?

Est-ce une raison pour condamner d'avance la mobilisation populaire et refuser de s'y mêler ?

Ce mouvement est divers, il est à l'image de la société française dans ses composantes populaires et moyennes, et ne saurait être exempt de ses aspects les moins glorieux.

Mais qu'espèrent les experts en mobilisation sociale, en opposant cette colère à celle des grévistes et manifestants de la loi Travail ou de défense des cheminots ?

C'est non seulement absurde mais totalement contre-productif. D'abord parce que beaucoup de celles et ceux qui étaient dans les manifestations perlées, à l'appel des intersyndicales plus ou moins larges, n'ont pas hésité à rejoindre les rangs des gilets jaunes, si l'on veut bien regarder les choses telles qu'elles sont.

Ensuite parce que le fait que beaucoup de nos concitoyens, en effet, se mobilisent ici pour la première fois, devrait non seulement les rassurer sur la prétendue indifférence des Français aux attaques gouvernementales, mais surtout les interroger : pourquoi les mêmes n'ont-ils pas eu ce déclic avant, lorsque les très sérieuses organisations syndicales et/ou politiques les appelaient à une révolte labellisée ? Pour ma part, je constate que *cette mobilisation séduit justement parce qu'elle est absolument transversale*. Aucune bannière ne vient exclure en identifiant les initiateurs – c'est d'ailleurs bien ce qui laisse perplexe les commentateurs. L'emblème du gilet jaune, imposé par le code de la

route dans tous les véhicules sans distinction, strictement exempt de tout signe d'appartenance particulière, est un de ces **signifiants vides** théorisés par Laclau. Et l'on va sur les ronds-points rencontrer un voisin qu'on croisait sans le connaître, tisser des liens de proximité tout en se reconnaissant dans un rejet commun du gouvernement. C'est vague, me direz-vous. Mais c'est justement ce qui permet à tous de s'y retrouver.



Le résultat, ce sont des ébauches de comités citoyens, une occupation de ronds-points et de parkings souvent étonnamment organisée et inventive, dont les formes et les rituels sont en train de s'écrire. Des débordements et de vrais dérapages aussi. C'est, dans les zones rurales autour de chez moi, une mobilisation inédite dans la moindre petite ville où rien de tel ne s'était vu depuis *Je suis Charlie*, avec une détermination évidente dans la durée.

Ce sont des gendarmes et policiers qui, bien souvent, travaillent en bonne entente avec les manifestants dans l'esprit des polices de proximité supprimées par Sarkozy en 2003, contrairement à ce qui a pu se passer dans les grandes villes où les bataillons de CRS sont intervenus parfois violemment. Ce sont des riverains qui se relaient même la nuit, qui viennent apporter les croissants ou une soupe chaude à partager, à présent rejoints par les lycéens que l'on disait perdus à tout jamais dans leurs smartphones, dans des secteurs que l'on croyait éteints, et où *Nuit Debout* n'avait jamais pénétré. Et surgissent certains mots d'ordres au défi de tous les mépris : **rétablissement de l'ISF, revalorisation du smic, justice fiscale, souvent aussi défense des services publics.**

Un excellent terreau pour convaincre de l'importance des transports en commun de proximité, ou des structures collectives, pour qui veut bien s'en donner la peine.

Convaincre aussi ceux qui se trompent de colère, ce qui est la plus ardue de nos tâches.

Sinon quoi ?

Continuer à distinguer les colères pour les opposer, se compter par branche et par syndicat, en espérant marquer des points aux prochaines élections professionnelles ? Et après avoir bien sermonné les manifestants pour leur manque de structuration, leur faire la leçon parce qu'ils ne veulent pas défiler sous la bannière de l'inter-syndicale ?

L'exemple des *Lip* à Besançon, entre autres, a montré que lorsqu'elles savaient prendre le train en marche, les organisations traditionnelles avaient tout leur rôle à jouer dans le succès historique d'une mobilisation inventive. Gageons donc que les centrales syndicales et les militants politiques les plus aguerris finiront par aller y voir de plus près et mettront leur savoir-faire au service d'un élan qui pourrait bien marquer l'histoire des mobilisations sociales : ce serait à mon sens la meilleure preuve qu'ils savent entendre les aspirations populaires.